

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

ACCORD DU 12 DÉCEMBRE 2012  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2013  
(LIMOUSIN)  
NOR : ASET1350209M  
IDCC : 1702

Entre :

La FRTP Limousin,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions du titre VIII, chapitre VIII-1 de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, le montant des indemnités professionnelles qui constituent l'indemnisation des petits déplacements est fixé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, pour les entreprises de travaux publics de la région Limousin, à :

Indemnité de repas : 11,74 €.

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

Indemnité de transport :

- sous-zone 1A (0 à 5 km) : 0,71 € ;
- sous-zone 1B (5 à 10 km) : 1,58 € ;
- zone 2 : (10 à 20 km) : 4,78 € ;

- zone 3 (20 à 30 km) : 8,02 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 11,17 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 14,36 €.

Indemnité de trajet :

- sous-zone 1A (0 à 5 km) : 1,41 € ;
- sous-zone 1B (5 à 10 km) : 1,71 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,03 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,40 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 5,66 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 6,87 €.

*NB.* – La zone 6 des indemnités de transport et de trajet est fixée pour 2013 par décision unilatérale.

## **Article 2**

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Limoges.

## **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

## **Article 4**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Limoges, le 12 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)